

| 34 |



DEVELOPPEMENT DURABLE & SECTEUR PRIVE au Sénégal

La newsletter
des dirigeants et cadres
d'entreprises du Sénégal



Plateforme de services
d'appui aux institutions
et entreprises de l'Afrique de l'ouest

Éditée par le **Cabinet CFPMI**, www.rsesenegal.com, cette newsletter est un service d'informations périodique, diffusé par voie électronique, à un réseau de dirigeants et cadres d'entreprises, ainsi qu'à des décideurs nationaux et internationaux intéressés par **les activités des entreprises sénégalaises dans le domaine du DEVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA RESPONSABILITE SOCIALE, SOCIETALE ET ENVIRONNEMENTALE (RSE)**.

Ce bulletin a été sponsorisé par la Société Africaine de Raffinage (SAR)

Les partenaires de l'Initiative « Développement Durable et Secteur Privé »

La rubrique « e-contribution »

« Conseil Mondial de l'Énergie : leçons sommaires pour le Sénégal et l'Afrique » par **M. Jean Michel SECK**
Directeur Général de la Société Africaine de Raffinage (SAR)

Flash infos des entreprises du Sénégal

- * **Groupe CMA CMG** au « Tour du Monde de THALASSA » : un projet d'éducation pour Tous
- * **VEOLIA Propreté** contribue au Développement Durable du Sénégal par l'intermédiaire de la Fondation d'entreprise VEOLIA Environnement
- * **PlaNetFINANCE** lance son projet de Micro Finance en milieu rural au Sénégal
- * **FUMOA** et **COFISAC** ont organisé une journée de don de sang

La rubrique « e-conseil »

« Situation de la pratique du concept de la Responsabilité Sociale, Sociétale et Environnementale (RSE) par les entreprises au Sénégal » par **M. Philippe BARRY**, Expert du Secteur privé / conseil RSE

La revue de presse économique nationale

Les actualités économiques et environnementales sur l'international



ASSOCIATION
DES RAFFINEURS AFRICAINS
AFRICAN REFINERS ASSOCIATION

2007

COLLOQUE

DES RESPONSABLES DES LABORATOIRES
LABORATORY MANAGER SYMPOSIUM

Dakar / 7 - 8 Novembre

Hôtel NOVOTEL



SOCIÉTÉ AFRICAINE DE RAFFINAGE





Du nouveau pour les entreprises

prenez votre café en toute quiétude,
ARMENA met une machine à votre disposition
Tél : 33 859 01 66 - 77 644 44 65



ASSOCIATION DES RAFFINEURS AFRICAINS
AFRICAN REFINERS ASSOCIATION

COLLOQUE

DES RESPONSABLES DES LABORATOIRES
LABORATORY MANAGER SYMPOSIUM OF THE ARA



Dakar



7 au 8
Novembre

2007

Hôtel NOVOTEL

LES JARDINS DE LA SAR (ENVIRONNEMENT)



TOUJOURS PLUS DE PARTENAIRES POUR CETTE INITIATIVE



- ⇒ Vous êtes responsables d'une société offrant des biens et services aux entreprises,
 - ⇒ Vous souhaitez donner une visibilité de vos produits et marques à une clientèle « Entreprise »,
 - ⇒ Vous voulez diffuser une annonce ciblée à vos clients « entreprises et salariés »
 - ⇒ Vous désirez associer le sigle de votre société à une thématique Développement Durable et RSE (VIH Sida et Santé, Environnement, Energie propre, Education, Développement local, Culture,...)
- Le bulletin électronique du CFPMI diffusé à plus de 800 dirigeants et cadres d'entreprises donne un sens à votre stratégie de communication**



La newsletter des dirigeants et cadres d'entreprises du Sénégal

CFPMI Gibraltar II -village 355- Dakar Sénégal www.rsesenegal.com
Tél (221) 77 634 27 09 Fax (221) 33 823 75 29 Mail contact@rsesenegal.com
Tel 166 11 11 997 41 97 Fax 166 11 99 969 19 69 Mail contact@rsesenegal.com



Rubrique « e-contribution »

Conseil Mondial de l'Énergie (Rome) : leçons sommaires pour le Sénégal et l'Afrique



Une contribution de

M. Jean Michel SECK :

-Directeur Général de la Société Africaine de Raffinage (SAR)

-Membre du Comité exécutif de l'Association des Raffineurs Africains (ARA)

-Ingénieur en Economie Pétrolière de l'Institut National des Hydrocarbures et de la Chimie de Boumerdes (Algérie)

Deux géants sont apparus sur la scène énergétique mondiale : la Chine et l'Inde...

En effet dans son scénario dit de référence, l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE) indique les perspectives ci-après :

- 1-Les besoins en énergie du monde vont croître de 50% entre 2005 et 2030, toutes choses étant égales par ailleurs.
- 2-La part des pays en développement dans cette croissance représentera 74%
- 3-La part de la Chine et de l'Inde représentera 45%
- 4-Les énergies fossiles représenteront encore 84% de la demande globale en énergie.
- 5-Le déficit de raffinage dans le monde reste élevé : aucune raffinerie n'a été construite aux USA entre autres depuis le début des années 1970.

La place de l'Afrique restera marginale : une stratégie africaine s'impose pour plusieurs raisons :

- 1-Les grands décideurs sur la scène énergétique savent que **le nucléaire reviendra en force (préservation de l'environnement) : il n'y a plus de débat à ce sujet.**
- 2-Le gaz jouera un rôle de plus en plus important (**énergie propre**) : plusieurs stratégies en Europe sont aujourd'hui axées sur le gaz (pays producteurs : Russie, Algérie, Iran, Qatar, etc....)
- 3-**Le charbon occupera une place de plus en plus importante** et le prix du charbon connaîtra une évolution à la hausse corrélée à la hausse de la demande et à la concentration des réserves mondiales.
- 4-**Le développement des énergies renouvelables** sera encouragé mais leur place dans les bilans énergétiques à court et moyen termes restera faible.
- 5-Les **investissements destinés aux infrastructures dans le secteur de l'énergie** resteront élevés : 22.000 Milliards USD sur la période 2005/2030

Une périodisation des stratégies nationales s'imposent car **les urgences particulièrement en Afrique sont d'abord sociales.**



A court terme pour le Sénégal :

- *Mise en place d'un **Comité Stratégique** (réflexion stratégique) pour le secteur de l'Énergie : dix experts au maximum qui devront couvrir les différents sous-secteurs.
- *Mise à jour du **plan d'économie d'énergie** et définition d'une nouvelle politique d'efficacité énergétique en relation avec le monde industriel : dix entreprises industrielles devront être choisies et servir de modèle au secteur industriel.
- ***Révolution à opérer dans le secteur du bâtiment** pour les économies d'énergie : les architectes sénégalais devront être mis à contribution.
- ***Analyse du parc automobile** (moteur à essence et moteur diesel) en relation avec les concessionnaires, les distributeurs, le Ministère de l'Équipement (Direction des Transports terrestres) dans le cadre du plan d'action des économies d'énergie.
- *Gestion d'un **plan de communication efficace** (économies d'énergie) à l'échelle nationale (création de caravanes "énergie")
- *Organiser la baisse des coûts : mise en place d'**une nouvelle logistique pétrolière**.
- ***Génération de l'électricité à partir de la collecte et du traitement des ordures ménagères** : la ville de Dakar est réputée pour détenir un niveau élevé de production d'ordures ménagères (France = 353 kilos/habitant e 2004)

A moyen terme pour le Sénégal :

- *Exploitation du gisement du Dome Flore : la coopération avec le Venezuela doit être réactivée.
- *Exploitation de l'énergie solaire.
- *Exploitation de l'énergie hydraulique (politique de mini barrages)
- *Mise en place d'un nouveau schéma de raffinage (SAR)

A moyen terme pour la sous région (UEMOA) :

- *Mise en commun des moyens logistiques pour faire baisser les coûts des produits pétroliers importés (Mali, Sénégal, Côte d'Ivoire)
- *Développement complémentaire des outils de raffinage (SIR/SAR)
- *Barrages hydro-électriques (Sénégal, Gambie, Mali, Guinée)

A long terme pour l'Afrique (Union Africaine, CDEAO, UEMOA) :

- *Développement de l'énergie nucléaire civile autour du Niger (Arlit)
- *Barrage hydro-électrique d'Inga (RDC)
- *Exploitation du gaz et transport par gazoduc (à partir du Nigeria)

Les politiques déclinées et les perspectives dessinées (liste non exhaustive) devront être doublées d'**une formation de cadres organisée et planifiée**.

La part de l'OPEP dans l'offre mondiale de pétrole brut passera de 42% en 2005 à 52% en 2030 selon le scénario de référence de l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE) : compte tenu de l'évolution de la demande mondiale de nouvelles tensions devraient apparaître à l'horizon 2015.

Les revenus tirés du pétrole pour les pays membres de l'OPEP devraient atteindre en 2007 le niveau de 658 Milliards USD (448 Milliards Euros)

SAR/JMS



Flash Infos des entreprises sénégalaises et des structures d'appui au Secteur privé

Toutes les actualités des entreprises sur la période 2007 et 2008 sont publiées sur le site internet www.rsesenegal.com



*Le Groupe CMA CGM au «Tour du Monde de THALASSA» : un modèle de projet de Développement Durable pour promouvoir, grâce aux TIC, l'Information et l'Education pour Tous sur des thématiques économiques et environnementales



Quelle plus belle initiative que de faire bénéficier à des millions de téléspectateurs et d'élèves, de **plus de 90 pays**, des images et des commentaires sur des thèmes liés à la mondialisation des échanges et à l'Environnement : **le Groupe CMA CGM** et la chaîne de télévision FR3 viennent de nous offrir **une série de 13 émissions** intitulée "**Le tour du monde de Thalassa**" diffusées du 28 Septembre au 28 Décembre 2007. Ce "tour du monde", qui a commencé et s'est terminé par le port du Havre, a suivi la boucle réalisée par **les navires porte-conteneurs de la compagnie maritime française CMA-CGM, implantée également au Sénégal.**

Au fil de l'eau, Thalassa a décrit la vie à bord des navires CMA CGM et est parti à la rencontre des peuples et des régions du monde, à la croisée des grandes routes maritimes et de la mondialisation. Ce périple de 40 000 km a fait traverser 3 océans avec des escales dans 22 des plus grands ports du monde, parmi lesquels New York, Panama, Sydney et Shanghai.

En quelques chiffres : 13 émissions - 24 grands reporters - 24 cameramen - 100 reportages - 200 heures de rushes - 280 demandes de visas - 3 océans traversés - 3 porte-conteneurs CMA CGM - 22 escales et **des millions de téléspectateurs de 90 pays sensibilisés.**

Un projet pédagogique pour la découverte de la Planète

Conçu comme une fenêtre ouverte sur le marché mondial, ce nouveau programme a fait également l'objet d'un projet pédagogique mené en collaboration avec le Ministère français de l'Education nationale..

En effet, de nombreux sujets traités dans ces émissions présentent un grand intérêt pédagogique, car s'y croisent **les thèmes de la mondialisation, des grandes routes maritimes (par Panama, par les détroits de la Sonde et Suez) de la conteneurisation, de la littoralisation des activités, de l'émergence de nouveaux paysages portuaires, des problématiques du développement durable.**

Les reportages les plus adaptés aux exigences des programmes ont été retenus et des extraits d'environ quatre minutes ont été sélectionnés.

Ces extraits, chacun accompagné de fiches pédagogiques réalisées par des professeurs du secondaire, ont été mis en ligne semaine après semaine sur les sites Internet ÉduSCOL et Thalassa, depuis le 20 septembre 2007, une semaine avant la diffusion de la totalité du reportage sur France 3.

Ils sont **libres de droits, téléchargeables et diffusables** pour toutes les classes, y compris celles des écoles du Sénégal.



***VEOLIA Propreté contribue au Développement Durable du Sénégal par l'intermédiaire de la Fondation d'entreprise VEOLIA Environnement**

Le **Groupe VEOLIA Environnement** est présent au Sénégal au plan économique par le biais de l'implantation de sa filiale « **VEOLIA Propreté** » qui assure le nettoyage d'une partie de la Capitale sénégalaise dans le cadre d'un contrat avec la Ville de Dakar.

Au plan sociétal et environnemental, le **Groupe VEOLIA Environnement** est également présent à travers la « **Fondation d'entreprise VEOLIA Environnement** » qui appuie l'**association BATIK** à dérouler, dans le cadre de la Coopération décentralisée entre la **Ville de Martignas** (en Gironde – France) et la **Ville de Foundiougne** (Sénégal), deux projets de développement durable :

- ⇒ le **Projet « And Setal Dekk-Bi »** qui vise la mise en place du système de collecte des ordures de la Ville de Foundiougne.
- ⇒ la réalisation d'**un chantier de solidarité étudiante** qui a abouti l'hivernage dernier à la rénovation des salles de classes et des sanitaires du collège Diene Coumba N'Diaye. C'est ainsi que seize (16) jeunes étudiants du Lycée des Métiers de Blanquefort (33) et leurs homologues sénégalais ont pu, grâce à l'intervention de la Fondation VEOLIA Environnement et l'association BATIK, appréhender les questions liées aux conditions de vie d'une ville ouest africaine de 6 000 habitants (traitements de l'eau, transports, gestion des déchets, conditions d'enseignement, etc.)

PLANET FINANCE

***PlaNetFINANCE lance son projet de Micro Finance en milieu rural au Sénégal**

« **Lutter durablement contre la pauvreté** », « **Donner à chacun les moyens de construire son avenir** », telles sont les missions de l'**ONG PlaNetFINANCE**, organisation de solidarité internationale spécialisée en micro finance qui vient de lancer au Sénégal le Projet «**Microfinance en milieu rural**»

Avec le soutien de la Commission Européenne, **PlaNetFINANCE** met en place ce projet qui vise à permettre aux microentrepreneurs ruraux sénégalais de développer durablement des activités génératrices de revenus. Ce projet, qui durera 26 mois, cible les zones rurales défavorisées de la région de Matam, Tambacounda, Ziguinchor, Kolda, Louga, Diourbel et Thiès.

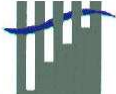
Ce projet sera mis en oeuvre avec 4 partenaires locaux : l'APIMEC (Association Professionnelle des Institutions coopératives ou Mutualistes d'Epargne et de Crédit), l'U-IMCEC (Union des Instituts Mutualistes Communautaires d'Epargne et de Crédit), Caritas / Programme Caurie-MF (Caisse Autonome pour le Renforcement des Initiatives Economiques par la Micro Finance) et la MECAPP (Mutuelle d'Epargne et de Crédit des Agriculteurs Pasteurs et Pêcheurs)

Le projet est composé de 3 activités :

- ⇒ Activité 1: Développement de l'**offre de produits de microfinance** dans les zones rurales ciblées
- ⇒ Activité 2: Programme de **formation des microentrepreneurs** ruraux pour leur permettre de pérenniser et de rentabiliser une activité génératrice de revenus
- ⇒ Activité 3: **Renforcement des capacités structurelles et organisationnelles** des institutions de microfinance partenaires



Un devoir de solidarité et d'engagement envers les orphelins et enfants rendus vulnérables par le VIH/SIDA



FUMOA COFISAC

*Les sociétés FUMOA et COFISAC ont organisé une journée de don de sang

Les réserves de sang du **Centre National de Transfusion Sanguine (CNTS)** s'amenuisent. Pour faire face à cette situation et répondre à l'appel du CNTS, la Direction et le personnel de **FUMOA et COFISAC** ont pour la deuxième fois de l'année organisé une journée de don de sang : c'était le 18 Décembre 2007 à la veille des fêtes de Tabaski, Noël et Jour de l'an, pour marquer la symbolique de la générosité et de la solidarité envers les malades et accidentés ayant un besoin vital de sang.



Cette journée, animée par **Mme Oumou DIOP**, Assistante du nouveau Directeur Général du Groupe FUMOA/COFISAC, **M.Ibrahim Charles AMADOU**, a connu une forte mobilisation avec une participation des cadres, employés et ouvriers permanents et journaliers des deux sociétés, soit environ 240 personnes. Elle a été couverte par plusieurs organes de presse et media dont la Télévision Nationale (RTS).



une vue de la salle de prise de sang



Mme Diop, Assist Dir et M. Etienne Chaupin, DAF

Les sociétés FUMOA et COFISAC sont des filiales du **Groupe IPS** (Industrial Promotion Services), membre du **Réseau Aga Khan de Développement (AKDN)** qui contribue également au développement social dans les pays en voie de développement, à travers **la Fondation Aga Khan (AKF)**, agence de Développement privée, internationale, non confessionnelle et sans but lucratif. Elle a pour but de trouver des **solutions durables à des problèmes de fond comme la pauvreté, la faim, l'analphabétisme et la maladie**, et se consacre en priorité aux besoins des communautés rurales des régions pauvres en ressources, notamment les zones montagneuses et côtières.

Domaines privilégiés : **Education, Santé, Développement rural et Renforcement de la société civile**

Rubrique « e-conseils »



« Situation de la pratique du concept de la Responsabilité sociale, sociétale et environnementale (RSE) par les entreprises sénégalaises » (1)
par Philippe BARRY, expert du Secteur privé,
Cabinet CFPMI, Plateforme de services d'appui aux Entreprises et Institutions,
Conseils RSE & Communication



« Pas d'argent sans Entreprises »

« Pas d'Entreprises sans Hommes »

« Pas d'Hommes sans Nature »

Tels sont les fondamentaux du concept de Responsabilité Sociale d'Entreprise (RSE) et d'une politique d'entreprise orientée Développement Durable.

Au Sénégal, une première analyse réalisée par le Cabinet CFPMI sur les pratiques de RSE montre que :

1- un bon nombre de dirigeants d'entreprises estime que « être socialement responsable » consiste simplement à apporter du travail à ses salariés et, au mieux, à créer de l'emploi. Pour les mêmes dirigeants, être éthique c'est respecter les lois de son pays.

Ce premier niveau de pratique de la RSE est-il suffisant dans un pays où la fracture sociale et la pauvreté sont grandissantes ? Quel est le regard des pouvoirs publics et des partenaires au développement sur cette catégorie d'entreprises ?

2- un niveau à peine plus élaboré de RSE (deuxième catégorie de dirigeants) consiste à améliorer le mieux être social des travailleurs par la mise en place au sein de l'entreprise de « couvertures sociales » dans le domaine de l'habitat, de la santé, de la retraite, de la formation ;

Les dirigeants inscrits dans ce second niveau de pratique de RSE ne se préoccupent peu dans leur politique de management des problèmes de la cité et de leur environnement externe.

3- Une troisième catégorie de dirigeants d'entreprises estiment qu'être socialement responsable consiste pour une entreprise à "ne pas nuire" : ne pas (trop) polluer l'environnement, ne pas (trop) consommer de ressources naturelles non renouvelables, etc.

Il s'agit par exemple des dirigeants qui mettent en place un système intégré de gestion environnementale. Encore moins nombreux au Sénégal que les deux précédentes catégories.

4- Enfin, la catégorie des dirigeants et entreprises qui comprennent qu'elles ont un impact ou une responsabilité au delà des limites spatiales de leur lieu d'activité, et qui mènent dans le cadre d'une politique « soutenue et cohérente » des actions caritatives et s'impliquent positivement vis à vis des enjeux sociaux et environnementaux, à travers des projets non marchands de prévention (VIH Sida, Paludisme, Tuberculose, etc...) et/ ou de développement au profit des communautés externes (familles des travailleurs, jeunes et femmes démunis, collectivités locales, etc...), et ce dans le cadre d'une stratégie d'entreprise.

Très peu d'entreprises sont à ce jour classées au Sénégal dans cette catégorie dont l'une des caractéristiques est l'existence d'un document de stratégie sur la RSE et/ou la création d'une Fondation.

En revanche, cette dernière catégorie est de plus en plus présente dans les pays développés et les pays émergents. Nous avons ainsi pu tirer quelques enseignements des résultats d'une enquête menée en France en 2006 par le Cabinet Ernst & Young, titrée « créer sa fondation d'entreprise : quelles motivations ? »

Il en ressort que :

- ⇒ La décision de créer une fondation relève clairement de la stratégie globale de l'entreprise : elle est impulsée dans 81% des cas par le dirigeant,
- ⇒ L'accélération du mouvement de création des fondations d'entreprise se confirme,
- ⇒ Les entreprises conscientes de la nécessité d'une implication citoyenne voient dans la création d'une fondation un moyen durable d'œuvrer pour l'intérêt général, de valoriser leur image et de fédérer leurs salariés,
- ⇒ La Fondation a pour objectif principal de resserrer les liens de l'entreprise avec son environnement et par la même de valoriser son image,
- ⇒ Ce sont les gains en termes de stratégie de communication, qu'il s'agisse de communication externe ou interne, qui occupent la 1^{ère} position parmi les motivations pour la création d'une fondation. La quête d'une meilleure image en externe et le souci de fédérer le personnel en interne autour d'un projet non marchand,
- ⇒ Quand il sont impliqués dès le lancement du projet de fondation d'entreprise, les salariés adhèrent volontiers au fonctionnement et aux activités de leur fondation. Rassemblant les salariés autour d'un même projet, la Fondation joue ainsi le rôle d'un réel vecteur de cohésion sociale au sein de l'entreprise.

L'enquête conclut ainsi : « *Elément fort de la stratégie globale de l'entreprise, la fondation recueille l'adhésion à la fois des dirigeants, de la direction générale et des salariés. A l'avenir, les créations de fondations devraient donc se poursuivre.* »

www.rsesenegal.com

Ce portail internet offre aux sociétés de production, commerciales et prestataires du Sénégal des services adaptés :

- d'**informations économiques** : l' « essentiel » de l'actualité des entreprises et de la presse économique, **page d'accueil actualisée tous les jours**
- de **communication** : mise à disposition d'espaces de communication pour vos propres actualités et informations
- de **promotion** : positionnement de logos et de bannières institutionnels et publicitaires pour une meilleure visibilité de votre structures, de vos marques, produits et services
- d'**appui aux forces de vente/commercial** : la newsletter qui accompagne le portail est diffusée à plus de 800 destinataires ciblés « Entreprises et milieu des affaires au Sénégal »



« Initiative RSE, le magazine radiophonique du CFPMI pour la promotion d'une entreprise socialement engagée »

diffusera la prochaine émission le **samedi 26 Janvier 2008** de 11h à 12h sur la bande Radio Sénégal International **RSI 92.5** sur le thème de **l'engagement des Entreprises et du Secteur privé du Sénégal à la lutte contre le VIH Sida**



Le WCOM : notre système pour améliorer vos performances industrielles



***AGRICULTURE- Le Sénégal éligible au programme d'appoint en intrants agricoles de la FAO**

Le directeur général de la Fao a décliné lundi devant les experts du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage et les producteurs ruraux les grands axes du nouveau programme d'appoint initié par son organisation pour aider partiellement à la solution de la sécurité alimentaire. Ce nouveau mécanisme d'un montant de 17 millions de dollars à ses débuts devrait voir la mise à disposition et à temps de semences céréalières et d'intrants aux producteurs pour leur permettre d'accroître la production agricole intérieure.

Ainsi, outre « les programmes classiques d'urgence » pour lutter contre les inondations, sécheresse, lutte contre le criquet pèlerin, la fièvre aviaire, aphteuse et celle de la vallée du rift...) et « les actions de développement » pour aider les pays à préparer des programmes nationaux de sécurité alimentaire, ceux de développement agricoles et autres projets bancables que la Fao soumet aux institutions financières internationales, celle-ci a envisagé « des actions spécifiques pour faire face à la hausse des prix », a-il soutenu.

Et c'est pour cela que la Fao a proposé de « lancer des actions immédiates pour que d'ici la prochaine saison agricole qui débute au mois de mars dans le sud du pays et juillet dans le nord, afin de donner aux agriculteurs des semences au niveau des céréales (riz, maïs, mil) et en même des engrais pour pouvoir accélérer la production », a-il poursuivi. Non sans prédire que « nous allons non seulement avoir des problèmes de prix avec comme conséquences l'augmentation du coût des importations agricoles mais nous risquons de nous trouver dans des situations où même avec des ressources financières nous ne pourrions pas acheter des produits parce que certains pays commencent à freiner leurs exportations soit avec des mesures restrictives soit avec des taxes à l'exportation ».

Sud Quotidien 09/01/08 (à lire sur www.rsesenegal.com)

***AGRICULTURE- La POMME DE TERRE s'adapte à tout : Une culture à promouvoir**

Pendant que la production des autres denrées alimentaires baisse, celle de la pomme de terre augmente annuellement de 4,5%. Le Sénégal pourrait grandement en bénéficier.

La pomme de terre ne peut être ignorée ou écartée dans les stratégies qui viseraient à fournir une alimentation nutritive aux populations pauvres. Selon des spécialistes de ce produit, qui interviennent sur le site web www.potato.org, affirment que la pomme de terre est parfaitement adaptée aux sites où les terres sont limitées, mais où la main d'œuvre abonde. Ces conditions, qui caractérisent une grande partie du monde en développement, sont exactement celles du Sénégal. D'ailleurs, la pomme de terre est produite en abondance sur plusieurs points du territoire national.

Les spécialistes rappellent comment le produit a permis de résoudre efficacement les questions d'alimentation sur certaines parties du monde : «La pomme de terre est consommée dans les Andes depuis 8 000 ans environ. Arrivée en Europe grâce aux Espagnols au XVI^e siècle, elle a rapidement gagné le reste du globe. Aujourd'hui, la pomme de terre est cultivée sur quelque 195 000 km² de terres, du plateau du Yunnan en Chine aux plaines subtropicales de l'Inde, aux hauts plateaux équatoriaux de Java et aux steppes de l'Ukraine». Sur le site internet spécialisé, les nutritionnistes ainsi que spécialistes de l'agriculture demandent que le produit soit désigné produit de l'année qui commence, pour amplifier sa culture : «En termes de quantités récoltées, la tubercule est, en réalité, la quatrième culture vivrière au monde avec une production de presque 315 millions de tonnes en 2006. Plus de la moitié de ce poids total a été moissonné dans les pays en développement».

Aussi estiment-ils, «la pomme de terre sera un élément important des efforts déployés pour garantir la sécurité alimentaire des générations présentes et futures, tout en protégeant la base de ressources naturelles». Le Quotidien 04/01/08 (à lire sur www.rsesenegal.com)

***AGRICULTURE- Filière RIZ : Les professionnels réclament le contrôle des importations**

Requinqués par les résultats d'une étude réalisée par une équipe de techniciens de l'Ita, de l'Isra, de l'Adrao et de la Saed, les professionnels de la filière réclament que des mesures hardies doivent être prises pour garantir la santé des populations.

Les études font ressortir que le riz local sénégalais est plus sain que le riz importé, les professionnels de la filière, par la voix de leur président, 'réclament que des mesures hardies doivent être prises pour garantir la

santé des populations et ainsi donner un coup de pouce à la filière dans la perspective de l'autosuffisance à l'horizon 2015'.

Le Président de la Filière fait noter que compte tenu de tous ces paramètres, 'aujourd'hui, le Sénégal doit, à l'instar des pays américains, européens ou asiatiques, exiger des normes d'entrée des produits alimentaires importés. On dit oui nous sommes sous-développés, tout rentre, nous sommes effectivement des poubelles des autres pays, on amène n'importe quoi au Sénégal. Aujourd'hui, le projet a montré qu'on a un instrument pour mesurer le niveau sanitaire du produit riz importé au Sénégal. Nous pensons qu'il faudrait l'appliquer et c'est une raison de plus pour conforter le Sénégal dans son projet d'autosuffisance en riz', mentionne-t il.

Les études de ce projet estimé à quelque quatre-vingt-dix millions de francs Cfa, ont duré trois ans. Elles ont été menées par l'Institut de technologie alimentaire, l'Institut sénégalais de recherche agricole, l'Association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest, la Société d'aménagement et d'exploitation du Delta du Fleuve Sénégal et de la Falémé, ainsi que par le Comité Interprofessionnel de la filière Riz.

Wal Fadji 04/01/08 (à lire sur www.rsesenegal.com)

***AGRICULTURE- Qualité de la BANANE de la vallée de la Gambie: Le produit en carton sur le marché**

Pour augmenter le revenu des producteurs et productrices de banane, il s'agit de mettre l'accent sur l'amélioration de la qualité et de la présentation de la banane jusqu'à la table du consommateur Sénégalais. C'est ce que l'Association des producteurs de la Vallée de la Gambie a compris avec le convoi de 3 camions vers les marchés de Kaolack et Dakar soit 2300 cartons pour un prix plus rémunérateur et correspondant à 50 tonnes de banane fraîche.

Désormais, la banane de l'APROVAG qui est une association exclusivement communautaire est conditionnée pour tendre vers le respect des principes édictés par la charte de qualité conçue à cet effet, lui permettant d'acquérir des parts de marchés.

C'est dans ce cadre que l'APROVAG, avec le concours de VECO/Sénégal, une ONG Belge basée à Dakar, a acquis 10 000 cartons estampillés du logo pour un objectif de conditionnement en carton de 1500 Tonnes de banane pour cette présente campagne soit 30% de la production annuelle d'APROVAG qui est de quelques 5000 tonnes.

Le Soleil 07/01/08 (à lire sur www.rsesenegal.com)

***AGRICULTURE- GOMME ARABIQUE : Le Sénégal est l'un des plus grands pourvoyeurs de gomme avec l'Inde**

Mais malgré une forte cote : La gomme est en perte de vitesse au Sénégal

La zone de Tambacounda a de l'avenir pour les deux gommes arabique et « mbeep » utilisées dans l'industrie alimentaire, pharmaceutique, cosmétique, la pharmacopée, la peinture, l'artisanat, etc. Le Sénégal a perdu sa deuxième place mondiale au profit du Tchad, du Nigeria et du Niger. Néanmoins, notre pays est l'un des deux grands pourvoyeurs de gomme « mbeep » ou gomme « karaya », avec l'Inde, sur le marché mondial. Il est noté que le succès et l'avenir de la filière dépendent en grande partie de sa compétitivité à long terme pour assurer son influence sur le marché d'exportation. En plus de son importance économique régionale et nationale, le Sénégal fut, jadis, le 2ème producteur mondial de la gomme dite arabique, dans les années 50 à 70, à travers la principale zone de production qu'est le Ferlo.

La région de Tambacounda, pour l'essentiel, devient une zone d'avenir pour les deux gommes, a déclaré le colonel Babacar Faye, chef du Service régional des Eaux et Forêts de Tamba. Dans la région de Tambacounda, où l'économie forestière occupe une place importante avec les filières gomme, pain de singe et l'exploitation de produits non ligneux, la gomme sterculia se positionne comme celle qui offre les revenus les plus importants pour les ménages. Ces revenus jouent un rôle capital dans une région considérée comme l'une des plus pauvres du pays.

La gomme « mbepp », à elle seule, représente presque 42% des revenus tirés des quatre filières majeures, a souligné le colonel Faye. Elle vient en première position devant les autres filières comme le baobab, le bois de vène et le charbon. Ce qui montre son importance sur l'échiquier des ressources forestières de la région.

La gomme « mbepp » est utilisée en Europe et Etats-Unis par les industries cosmétiques, alimentaires et pharmaceutiques.

Sur le marché international, elle a également de nombreuses applications industrielles comme gel fixateur pour coiffure en cosmétique, comme dentifrice en pharmacie, comme liant en papeterie, comme boue de forage dans l'industrie pétrolière. En industrie alimentaire, elle entre dans la fabrication des sorbets, des crèmes, glaces, pains, saucissons, viandes hachées. Et, enfin, en industrie pharmaceutique, elle entre

dans la fabrication de laxatif, réplétif digestif, colostomie rectale et adhésifs dentaires. Cette panoplie d'usages offre de réels débouchés d'exportation à la gomme mbepp.

Le Soleil 08/01/08 (à lire sur www.rsesenegal.com)

***ENERGIES renouvelables : Le Groupe français Proléa investit le Sénégal**

En tournée au Sénégal, au Mali et au Burkina Faso, le Président du Groupe français Proléa-Sofiprotéol, Xavier Beulin, s'est dit convaincu que le Sénégal a un fort potentiel de jeunes entrepreneurs pour promouvoir des énergies renouvelables comme les biocarburants.

Le Groupe français Proléa (1er opérateur européen sur le marché du bio diesel) représentant la filière hexagonale des huiles et protéines végétales, ne cache point ses ambitions de développer dans notre pays, un important marché de production et de distribution de biocarburants. Mais l'un des plus grands chantiers de Proléa demeure la volonté manifeste de contrôler le groupe Dagriss, spécialisé dans la filière coton. L'Etat français qui a mis en vente les titres de Dagriss, a déjà enregistré à cet effet, les candidatures de Sofiprotéol (filiale de Proléa), du Groupe Advens qui contrôle Suneor au Sénégal et d'un Groupe de Singapour.

Le Soleil 09/01/08 (à lire sur www.rsesenegal.com)

***ÉLECTRIFICATION RURALE DE LA ZONE NORD - 550 villages confiés aux Marocains**

L'Office nationale de l'électricité (One) du Maroc va électrifier 550 villages des départements de Saint-Louis, Dagana et Podor. Une population de 360 mille habitants devra être ainsi bénéficié de cette collaboration qui a été finalisée au terme d'une visite d'une délégation d'autorités compétentes sénégalaises au Maroc.

Le communiqué de l'Office nationale de l'électricité (One) du Maroc daté de ce 26 décembre informe que c'est au terme de la visite d'une délégation sénégalaise au Maroc, du 25 au 28 décembre, que la négociation des contrats de concession d'électrification rurale du Nord du Sénégal a été finalisée.

Le directeur général de l'Agence sénégalaise d'électrification rurale (Aser), M. Modibo Diop, pour sa part, avait souligné que : « aujourd'hui, l'Aser a un processus d'aménagement du territoire englobant notamment l'électrification des zones rurales ». Et avait ajouté que : « cette collaboration sud-sud entre le Maroc et le Sénégal dans le secteur de l'électrification prouve encore une fois la vitalité de l'axe politique Rabat-Dakar, impulsée par les deux présidents. » Sud Quotidien 29/12/07 (à lire sur www.rsesenegal.com)

***MICRO FINANCE- Le marché et la formation principales difficultés des micro-entrepreneurs**

Le Sénégal est un pays très fourni en banques et structures financières, mais le problème de l'accès au crédit reste entier. Actuellement, moins de 5 % de la population active a accès au système financier traditionnel. Malgré une hausse des crédits octroyés par les systèmes financiers décentralisés (Sfd), moins de 800 mille personnes bénéficient des services d'institutions sur l'ensemble du territoire. En plus de cet obstacle financier, l'analyse que certains acteurs ont fait sur le secteur soulève d'autres problématiques qui ont tendance à passer sous silence. La conférence de presse que MicroCred Sénégal a tenu, ce mercredi 9 janvier à Dakar, a été une opportunité pour soulever certains problèmes.

A en croire le directeur des opérations de MicroCred Sénégal, « avant l'arrivée de structures spécialisées comme MicroCred Sénégal, les structures de micro finances ne prenaient pas essentiellement en compte les préoccupations des micro-entrepreneurs ».

Pour lui, « une bonne partie de leur portefeuille était destinée aux particuliers donc à la consommation. Ce qui ne permet pas de booster de façon directe la micro-entreprise ».

Après un diagnostic du secteur, cette société de micro-crédit veut prendre sa part dans ce marché. A en croire son directeur général, avec MicroCred Sénégal c'est la micro-entreprise qui est mise en avant. « Nous avons une démarche assez révolutionnaire qui consiste à aller trouver les micro-entrepreneurs sur leur site de production et à mettre exclusivement nos ressources à leur disposition ».

Sud Quotidien 10/01/08 (à lire sur www.rsesenegal.com)

***SANTÉ- Lutte contre le paludisme : de nouvelles subventions en place**

Le Malaria consortium, une organisation internationale non gouvernementale basée à Londres, a annoncé trois nouvelles subventions pour des projets de plaidoyer contre le paludisme dans 12 pays africains, a-t-on appris de source sûre.

Les subventions dont les montants n'ont pas été précisés sont attribuées dans le cadre d'un programme "Mobilising for Malaria" (mobiliser contre le paludisme) qui informe et sensibilise les populations en Europe et en Afrique pour la mobilisation de ressources dédiées à la lutte contre le paludisme. Le programme reconnaît le rôle unique de la société civile et l'urgence de sa participation à la dynamique internationale de plaidoyer en faveur de la lutte contre le paludisme.



L'Association Sega Africaware est bénéficiaire de la première subvention au Sénégal. Le projet se déroulera en événements musicaux et médiatiques ainsi qu'en activités de plaidoyer dans des entreprises et des écoles. Il fera appel à des dirigeants politiques et des personnalités africaines et internationale du monde des médias ainsi que des dirigeants d'entreprises et d'écoles dans les efforts de plaidoyer contre le paludisme au Sénégal. Sud Quotidien 10/01/08 (à lire sur www.rsesenegal.com)

***ENVIRONNEMENT - Déchets électroniques : l'étude du projet de recyclage de Sénéclic**

Le projet « e-déchets » vise à recycler les déchets des ordinateurs de fin de cycle qui entrent en nombre de plus en plus grand au Sénégal.

« L'entrée grandissante des ordinateurs impose de mettre en place un projet de recyclage des déchets électroniques », a indiqué le secrétaire général de la Présidence de la République du Sénégal, Abdoulaye Baldé, en procédant hier au lancement à Dakar de l'étude du projet « e-déchets ». Cette initiative de la Cellule Sénéclic de la Présidence de la République vise à recycler tous les déchets électroniques, les ordinateurs et tout appareil électronique en fin de vie.

Aussi, Abdoulaye Baldé a-t-il estimé le projet « e-déchets » novateur et important. Celui-ci l'est d'autant plus qu'il permettra de préserver l'environnement, la santé des populations, et de créer des emplois dans le domaine notamment de la récupération et de la création d'une usine de recyclage. « Je demande aux investisseurs de s'intéresser à ce créneau qui présente beaucoup d'opportunités », a dit Baldé.

Le Soleil 11/10/08 (à lire sur www.rsesenegal.com)

***AVIATION - Capitalisation d'Air Sénégal international : Le Sénégal veut toutes les billes**

Le ministre des Transports aériens, Farba Senghor, a déclaré hier que gouvernement du Sénégal a finalement décidé de reprendre tout le capital de la compagnie Air Sénégal international (Asi), en récupérant les 25% qui avaient été cédés aux Marocains.

La compagnie Royal Air Maroc (Ram), partenaire du Sénégal dans la compagnie d'Air Sénégal international (Asi) ne va bientôt plus rien détenir dans le capital de la compagnie sénégalaise. Hier dans la journée, le ministre chargé des Transports aériens, Farba Senghor, déclarait sur les ondes de la Radio télédiffusion sénégalaise (Rts), que son gouvernement avait décidé de reprendre la totalité du capital, c'est-à-dire, récupérer les 25% qui ont été cédés aux partenaires marocains après la nouvelle recapitalisation. Voulant sans doute rassurer les partenaires du pays, M. Senghor a déclaré : « Tout se fera en douce, de telle sorte qu'il n'y ait aucune confusion. »

Le Quotidien 04/01/08 (à lire sur www.rsesenegal.com)

***AEROPORT- Aéroport International Blaise Diagne : Démarrage des travaux de terrassement**

Après la pose de la première pierre le 04 avril 2007 par le Président de la République, les travaux de terrassement ont démarré ce mercredi à Diass où un bulldozer est entrain, au cœur de la forêt classée, de déraciner les arbres.

Après une rencontre à huis clos hier à la Sous-préfecture de Diass, l'adjoint au Sous-préfet, le Président de la Communauté Rurale et la délégation venue de Dakar sont partis en visite de terrain à l'aéroport. Sur place, un vent léger souffle, des oiseaux chantent et des arbustes et de la latérite jonchent le sol. Au cœur de l'étendue de milliers d'hectares qui abrite le futur aéroport, une forêt classée, composée majoritairement de manguiers et de citronniers. Sur place, un bulldozer est entrain de donner le coup d'envoi des travaux de terrassement. A quelques encablures de là, les autres engins arrivés pour la circonstance, sont en stationnement et vont incessamment entrer dans la danse. Depuis la pose de la première pierre il y a 9 mois, les supputations allaient bon train, sur la réalisation ou non de ce chantier exceptionnel. Maintenant que les travaux semblent démarrer, les septiques vont pouvoir se rassurer que dans 33 mois, le plus grand aéroport de la sous-région se dressera fièrement dans la Communauté Rurale qui abrite déjà les cimenteries du Sahel, l'usine de Kirène et des carrières entre autres. Diass, avec ses 19 villages et ses 38 000 habitants, attend ce 05 janvier 2008, le démarrage de son projet maraîcher de 600 ha, financé par les Hollandais pour 3 Milliards de demi. Un projet qui va générer beaucoup d'emploi et vise à assurer l'autosuffisance alimentaire de la Communauté Rurale, voire du Département de Mbour. Si à cela s'ajoute les 3 000 emplois promis par l'aéroport, la Communauté Rurale de Diass va véritablement prendre son envol pour se hisser dans les plus prestigieuses Collectivités Locales du pays. Le Soleil 03/01/08 (à lire sur www.rsesenegal.com)

***AEROPORT- De l'inconvénient d'atterrir à Dakar : La porte du paradis ? Une expérience infernale**

Correspondant Afrique de l'Ouest pour le journal Le Monde, Serge Michel a choisi de raconter pour Le Quotidien, ses émotions et ressentiments des expériences qu'il a vécu à l'aéroport Léopold Senghor (Lss). La différence entre la réalité et les illusions que présentent les guides touristiques, mais surtout le laxisme

et les complexes qu'on lit en filigrane dans les propos de ces interlocuteurs qui, à la limite, méprisent leurs concitoyens. Dans un style libre, à la première personne, le confrère nous fait le «récit de quelques aventures traumatisantes à l'aéroport de Dakar, récemment classé «pire aéroport du monde» par la revue américaine Foreign Policy».

Par Serge MICHEL - Correspondant Afrique de l'Ouest pour Le monde –
Le Quotidien 04/01/08 (à lire sur www.rsesenegal.com)

***TRAVAUX PUBLICS - Ambitions d'une entreprise : EIFFAGE Sénégal veut une concession sur l'autoroute à péage**

Les Sénégalais devront oublier le nom et le logo de Fougerolle pour adopter ceux de Eiffage Sénégal. La société a voulu afficher son appartenance à un grand groupe international, auquel il a toujours appartenu, bien que les salariés soient des actionnaires de la maison. La filiale sénégalaise révèle qu'elle est, également, candidate à une concession sur l'autoroute à péage.

Eiffage Sénégal a soumissionné pour une concession sur l'autoroute à péage Dakar-Diamniadio. Hier, au siège de l'entreprise, M. Alioune Badiane, le directeur d'exploitation de la société a révélé qu'elle est l'une des trois entreprises retenues après un Appel d'offres techniques, à côté de concurrents portugais et marocains. «Les résultats ne sont pas encore connus, mais si nous sommes retenus après cette étape, il est sûr que nous allons continuer», indique l'adjoint du grand patron Gerard Sénac.

Fougerolle Sénégal, devenu Eiffage, indique détenir, à l'heure actuelle, environ un quart de part de marché dans le secteur des Btp, «à égalité avec les sociétés qui sont considérées comme les majors dans le pays, comme Cse, Jls, entre autres», expliqué le Président directeur-général de la filiale sénégalaise. Pour cette année, le chiffre d'affaires réalisé serait de 43,6 milliards de francs Cfa, en augmentation notable par rapport aux chiffres de l'année dernière, qui étaient de 24 milliards de francs Cfa. Il faut dire que, sur une moyenne de dix ans, les chiffres d'affaires de la société sont en croissance continue. Les dirigeants voyaient le même dynamisme pour les années à venir. Cela, grâce à la diversification des domaines d'activité.

Le Quotidien 05/01/08 (à lire sur www.rsesenegal.com)

***DEVALUATION DU FRANC CFA : Abdoulaye Diop : "Nous sommes couverts pour 4 à 5 ans au minimum"**

Le débat sur la dévaluation ou non du franc Cfa continue de plus belle. Si le risque est réel, ce n'est pas par rapport à la situation économique au sein de l'Uemoa, mais plutôt par rapport à l'euro, la monnaie de référence du Cfa qui a tendance à trop s'apprécier face aux autres devises comme le dollar. Le ministre des Finances Abdoulaye Diop rejette tout projet immédiat de dévaluation et estime que les partenaires sont édifiés sur la question, rapporte Sud Fm.

« A notre avis, nous n'avons pas de raison de dévaluer le franc Cfa. Mais, lorsque les intellectuels ou les universitaires sont saisis du problème et ont commencé à en parler, j'avais d'ailleurs demandé à la Direction de la statistique de faire une étude. Ils m'ont fait une étude sur le Sénégal, je leur ai demandé de la compléter avec une étude sur la Côte d'Ivoire, parce que ce sont les deux économies les plus fortes de la sous-région de l'Uemoa - il faudra revenir sur ces études », renseigne le ministre d'Etat Abdoulaye Diop, ministre de l'Economie et des Finances. Le grand argentier de l'Etat de poursuivre : « A la fin des études, nous avons vu qu'il n'y avait aucune nécessité de dévaluer et que nous n'avions pas à nous inquiéter. Certains de nos partenaires qui même s'interrogeaient et commençaient à y réfléchir nous ont contactés ; on a mis à leur disposition ses études qui les ont apparemment convaincus et on n'en a plus reparlé.

Nettali 29/12/07 (à lire sur www.rsesenegal.com)

***ECONOMIE - Transferts d'argent : Les émigrés envoient environ 900 milliards au pays**

Les sources statistiques officielles indiquent que c'est un peu plus de 500 milliards de francs Cfa qui sont rentrés au Sénégal, en provenance des compatriotes émigrés. Des spécialistes indiquent que c'est un montant légèrement inférieur qui vient également au pays, par des voies moins formelles. Tout cet argent, qui permet à de nombreuses familles de vivre, finit bien souvent dans l'achat de produits manufacturés, importés.

Les Modou-Modou et les Fatou-Fatou, vont continuer, pendant de nombreuses années certainement, d'insuffler à l'économie nationale une importante bouffée d'air frais, exprimée en argent liquide. Les transferts de ces Sénégalais de l'extérieur, du moins de ceux qui passent dans les circuits officiels, facilement identifiables, auront connu une augmentation notable au cours de cette année, et qui va s'accroître l'année prochaine.

Le Quotidien 29/12/07 (à lire sur www.rsesenegal.com)

***« APIX S. A »- Le statut de l'Agence relooké**

Le projet de loi du gouvernement modifiant la loi No 2007-13 du 19 février 2007 autorisant la création de la société anonyme à participation publique majoritaire dénommée « Apix-SA » sera soumis au vote de la chambre basse du Parlement au plus tard le 31 décembre prochain. Son adoption par les députés constituera ainsi le premier pallier consacrant le Nouveau statut de l'Agence chargée jusqu'à une époque récente de l'exécution des grands travaux du Chef de l'Etat.

Aussi, pour une meilleure conduite de ses missions de promotion de l'investissement et de services aux investisseurs, Apix S.A doit « présenter suffisamment d'attractivité pour recruter des compétences avérées, s'appuyer sur une politique de marketing et de communication très pointue et la mener de façon très flexible ». Pour réaliser ce projet, elle a besoin « d'instruments et de moyens que seule une organisation basée sur un mode de gestion exclusivement privé peut lui procurer », poursuit l'exposé des motifs. Non sans préciser que toutes les dérogations prévues par la présente loi « doivent être essentiellement circonscrites aux activités de la société Apix S.A liées à la communication, au marketing, à la promotion de l'investissement et aux services aux investisseurs ». Toutes ses autres missions relatives à la réalisation des grands travaux pour le compte de l'Etat « restent soumises aux règles applicables aux sociétés anonymes à participation publique majoritaire » et la propriété du capital de Apix S.A « appartient à l'Etat et aux collectivités locales pour 70 % et les 30 % à ses autres démembrés (personnes morales de droit public et autres entreprises du secteur parapublic) ». Sud Quotidien 29/12/07

***RECETTES DOUANIÈRES 2007- La barre des 400 milliards sera franchie**

le CI Jean Jacques Armand Nanga, Directeur général des Douanes, a révélé une année 2007 plus faste au double plan de la saisie de drogues et des recettes douanières.

Interpellé sur la quantité totale de drogue saisie en 2007, le directeur général des douanes a estimé que « nous avons fait beaucoup de saisies de drogues cette année mais je ne peux pas vous en donner le chiffre pour l'instant ». Pour la simple raison que « les Douanes sénégalaises n'ont pas encore regroupé officiellement tous ces résultats que nous devons soumettre à l'autorité qui doit en avoir la primeur avant que je ne puisse en parler », dira-t-il. Non sans préciser toutefois qu'en 2007, « je dois dire que nous avons mis un accent tout particulier sur la lutte contre la drogue ». À l'en croire, « c'est un souci qui habite la plupart de nos patrons et nous l'avons matérialisé dans notre façon de travailler ». Dans cette optique, il a recommandé aux unités douanières « de renforcer davantage la lutte contre la drogue et je pense que nous avons eu des résultats satisfaisants ». Pour de plus amples informations sur cette question, il a donné rendez-vous après avoir fait le bilan annuel et rendu compte aux autorités « pour une diffusion publique des résultats ».

Sud Quotidien 03/01/08 (à lire sur www.rsesenegal.com)

***Prix à la consommation : 2,7 % de hausse au dernier trimestre 2007**

Malgré d'importantes mesures anti-inflationnistes, les prix à la consommation ont suivi une tendance haussière au cours du dernier trimestre de l'année 2007. Une situation imputable, en grande partie, aux difficultés liées à la conjoncture internationale qui fait les frais de la contraction de l'offre mondiale dans les pays producteurs ainsi que de la forte demande tirée essentiellement par les économies émergentes d'Asie et, particulièrement l'Inde et la Chine.

Dans sa publication, l'Agence nationale de la statistique et de la démographie mentionne que les mesures anti-inflationnistes prises par les pouvoirs publics n'ont pas révélé leur efficacité. Notamment la lutte contre les spéculations, l'abandon des droits de douanes pour certaines denrées de première nécessité et le non-recouvrement de la Taxe sur la valeur ajoutée (Tva) pour ce qui concerne le pain. Des mesures qui ne sont pas encore suivies d'effets notables sur le mouvement de ces prix.

Néanmoins, et à l'instar des autres pays africains, le Sénégal a pris des mesures pour essayer de contenir ces hausses au niveau local. Ainsi, la suppression des droits de douanes sur l'importation du blé et le non-recouvrement de la Tva sur le pain par le Sénégal constituent quelques-unes des initiatives qui s'inscrivent dans cette dynamique.

Walf Fadji 03/01/08 (à lire sur www.rsesenegal.com)

***CROISSANCE - Un député s'indigne : La Sca qui vient d'être adoptée par le Parlement ne prévoit rien sur l'énergie**

Le projet de loi d'orientation sur la Stratégie de croissance accélérée (Sca) a été adopté le dimanche 30 décembre dernier par les députés. A cette occasion, Me Ndèye Fatou Touré du Mouvement Tekki a interpellé le gouvernement sur la non-prise en compte de la question énergétique dans ledit projet de loi.

Après avoir interpellé le ministre de l'Economie et des Finances, Abdoulaye Diop, sur la non-prise en compte de la question énergétique par le projet de loi sur la Stratégie de croissance accélérée (Sca), Me

Ndèye Fatou Touré a décidé de voter contre. «Si nous ne maîtrisons pas l'énergie, nous ne pouvons pas assurer une croissance stable, a fortiori une croissance accélérée, voire durable pouvant nous mettre sur les rails de l'émergence», a estimé le député du Mouvement Tekki.

Saluant l'adoption de la loi d'orientation sur la Sca, les acteurs économiques souhaitent que le décret d'application suive sans tarder. Le Quotidien 04/01/08 (à lire sur www.rsesenegal.com)

***CROISSANCE- Le gouvernement table sur 5, 4 % en 2008**

Dakar, 6 jan (APS) - Le Premier ministre sénégalais Cheikh Hadjibou Soumaré a annoncé qu'il table sur une croissance de 5,4 % du Produit intérieur brut (PIB) en 2008, en raison notamment du "regain de dynamisme" de l'économie nationale. M Soumaré s'exprimait samedi à l'occasion du panel "Les grands débats de l'info" organisé par le ministère de l'Information au tour du thème : "Le message à la nation du chef de l'Etat : quelles perspectives pour 2008"

Selon lui, le Sénégal va poursuivre la "consolidation des bases fondamentales de l'attractivité et la compétitivité" de son économie grâce aux programmes d'infrastructures "structurantes" en cours de réalisation.

Il a notamment fait allusion aux grands chantiers routiers, du projet d'autoroute à péage, de l'aéroport international Blaise Diagne et de la zone économique du futur.

Le Soleil 07/01/08 (à lire sur www.rsesenegal.com)

La revue de presse économique et environnementale sur l'international



***Pétrole: "il faut s'attendre à des prix élevés pendant longtemps" selon le président de Total**

PARIS (AFP) - Le directeur général de Total, Christophe de Margerie, a estimé samedi qu'il fallait "s'attendre à des prix élevés (du pétrole) pendant longtemps", après que le baril de brut a dépassé cette semaine à New York les 100 dollars.

Le patron de Total a déclaré sur la radio Europe 1 ne "pas beaucoup" croire à un recul des prix. "Quand vous avez une demande qui est forte et une incapacité d'augmenter les productions, je ne vois pas comment les prix pourraient descendre rapidement et fortement", a-t-il expliqué.

"Il y a bien assez de réserves mais pas assez de capacités de production pour faire face à la demande", a-t-il ajouté.

Le dirigeant du groupe pétrolier français a qualifié de "foudroyante" la hausse des prix depuis un an, qui a "bénéficié en priorité aux pays producteurs" et "un petit peu aux compagnies, qui ont besoin de cet argent pour continuer à investir".

M. Margerie a précisé que Total avait investi "un peu plus de 16 milliards de dollars" en 2007 et que ces investissements seraient "en forte augmentation" en 2008.

***ENERGIE- La flambée du pétrole pousse à économiser l'énergie ou... acheter du charbon**

PARIS (AFP) - La flambée des prix du pétrole encourage les pays développés à économiser l'énergie, à développer le nucléaire et les énergies renouvelables, mais elle pousse aussi l'Inde et la Chine à recourir plus que jamais au charbon, moins cher mais émetteur de dioxyde de carbone (CO2).

Les prix élevés du pétrole poussent "à plus d'efficacité" énergétique "et incitent les pays consommateurs à investir davantage dans des sources d'énergie alternatives au pétrole", estime l'Agence internationale de l'énergie (AIE).

Quant à l'énergie nucléaire, elle suscite un regain d'intérêt dans beaucoup de pays, Etats-Unis en tête, car elle émet très peu de CO2.

Reste que le charbon domine dans la production mondiale d'électricité, dont la demande va doubler d'ici 2030, selon l'AIE.

Le charbon sert à fabriquer 40% de l'électricité dans le monde, devant le gaz (20%), l'hydraulique (16%), l'énergie nucléaire (15%), le pétrole (7%), et les autres énergies renouvelables (2%), selon l'AIE.

La demande en charbon va presque doubler d'ici à 2030, tirée par la Chine et l'Inde, qui en disposent en abondance et en ont besoin pour satisfaire l'insatiable appétit de leur industrie. "En 2006, la Chine a construit l'équivalent de trois centrales à charbon par semaine", note Cédric Philibert, à l'AIE.

Or, "comme les prix du gaz sont indexés sur ceux du pétrole, les producteurs d'électricité se tournent d'abord vers le charbon", explique-t-il.

En kilowatts-heure, "le charbon est nettement moins cher que le gaz ou le pétrole", précise-t-il.

Indépendamment du prix, le charbon est aussi plus facile à transporter que le gaz et plus abondant: le monde dispose de 40 ans de réserves en pétrole, 60 ans en gaz et 165 ans en charbon.

Si bien que "le pétrole n'est pas le pire ennemi du climat. C'est plutôt le charbon. Il vaut mieux faire rouler sa voiture au pétrole et capturer le CO₂", résume M. Philibert.